

Si

LES ENFANTS
MIGRANTS
AU QUOTIDIEN

3/4

mineurs

Le Ligueur et le CIRÉ mettent en lumière quatre portraits de personnes qui viennent de différents horizons. Quatre histoires personnelles avec chaque fois une évocation de celles et ceux qui les ont aidées au cours de leur intégration.

Paola n'avait que 4 ans quand ses parents ont fui la dictature de Pinochet. Les souvenirs douloureux du Chili sont la blessure de ses parents mais font partie aussi de son histoire personnelle. Paola n'avait que 4 ans mais n'a pas oublié l'incroyable solidarité dont sa famille a pu bénéficier à son arrivée en Belgique



Paola et les amis « tombés » au Chili

Paola native Chilienne, bruxelloise depuis 1977 revient sur l'histoire de son exil. Une trajectoire qui relate le courage et le militantisme de ses parents. À travers eux, on y évoque l'humanité dans tous ses contrastes. Arrestation, torture, dénonciation, solidarité, espoir, résilience.

“Nous étions cassés, traumatisés”

Chili, décembre 1970. Les parents de Paola, militants de gauche, donnent naissance à notre témoin du jour peu de temps après l'élection de l'Unité populaire, coalition de gauche du Chili portée par Salvador Allende. Le parti élu par les urnes porte un projet de changement sur fond international de guerre froide. C'est un espoir pour le monde entier. Des réformes profondes vont favoriser la redistribution des richesses, la justice sociale, l'égalité. La majorité du pays veut y croire, dont les parents de Paola.

Le papa, Luis Enrique Peebles Skarnic est un homme de gauche aux engagements encore plus révolutionnaires que le parti socialiste. Il milite au MIR, mouvement de gauche révolutionnaire. Le MIR n'est pas dans la coalition gouvernementale, mais n'en assure pas moins la garde rapprochée de Salvador Allende. La maman, Daborka Vlahovic Tomacic, plus éloignée de la lutte, est une simple sympathisante. Ils ont tous deux 23 ans, étudiants, lui en médecine, elle en école d'infirmière. Ils donnent naissance à Paola dans la ville de Concepción – ça ne s'invente pas – puis à Marcos, en 1972. L'histoire de la migration de la famille ne débute pas là. Ils sont respectivement des enfants d'Écossais débarqués au XIX^e siècle et de Croates, citoyens de l'empire Austro-Hongrois qui

sont arrivés au Chili au début du XX^e siècle. Vagues de migrations tellement connues, que des années plus tard, un historien de l'ULB, à la simple lecture du nom de famille de Paola, lui déroule toute sa genèse familiale.

Retour à Concepción. 1973, éclate un coup d'État. Comme beaucoup de militants de gauche, les parents de Paola se cachent avec le double souci de protéger à la fois les enfants et le pays politiquement. C'est le début de l'horreur. « Les amis tombent » aux mains des militaires, répète Paola. Ce terme reviendra tout au long du récit. Ceux qui sont tombés. Il est temps de regagner la ville d'origine, à 2000 km au nord, de façon clandestine. Le clan se réfugie chez la famille. Mais les parents se rendent compte que le danger est trop grand. Le papa se sépare de Paola et Marcos et vit dans la plus grande clandestinité

La racine.

Au-delà des valeurs inculquées qui apportent autant de pression que de clairvoyance, la trace de Paola, ce sont ces quelques photos qu'elle montre comme une porte ouverte sur un passé savoureux. Seuls vestiges. Le jour où Luis et Daborka ont fui Concepción, ils ont rapatrié leurs meubles dans un camion qui a percuté une voiture, a brûlé et toute leur vie est partie en fumée. Une allégorie on ne peut plus intelligible.

pendant un an. Jusqu'à ce que les parents décident de quitter le pays pour l'Argentine. Mais à la frontière, « il tombe ». Luis est nommé recherché. Pas de doute, ils ont été dénoncés. Seul Luis est emmené par les soldats. Daborka n'est pas assez activiste et n'intéresse pas les autorités. Mais du haut de ses 27 ans, elle a le réflexe de demander aux soldats leurs noms. Ainsi, sans relâche, avec un courage inouï, elle réussira à garder la trace de son captif de mari tout au long de son parcours.

La Colonia Dignidad

Pendant ce temps, Paola et son frère, à l'abri, sont à mille lieues de l'état d'urgence dans lequel se trouve Daborka qui remue ciel et terre pour libérer Luis. À tel point qu'Amnesty International en fait un cas pour illustrer les abominations du régime de Pinochet. Ce qui n'empêche pas la situation d'empirer. La Direction nationale du renseignement (DINA) sort Luis des prisons politiques pour l'emmener dans l'abominable et tristement célèbre Colonia Dignidad.

Paola interrompt son récit et marque un silence. Ce chapitre-là ne s'entame pas aussi facilement que le reste du récit. Il changera certainement à jamais la constellation familiale. Pour le dire simplement, la Colonia Dignidad fondée par Paul Schäfer, ancien brancardier de la Wehrmacht, sorte de gourou religieux, est « un cauchemar sur pattes », commente Paola. Luis, même s'il y arrive les yeux bandés, comprend ce qui se trame. Les odeurs, les sensations, les bruits. Le voilà donc dans ce camp où règnent violence extrême, idéologie fasciste, pédocriminalité et manipulation psychologique. Luis y est torturé pendant des semaines. Un jour, il est ramené dans une prison. Sans comprendre pourquoi. Pas assez ciblé ? Même s'il est toujours prisonnier, on le place dans un appartement truffé de micros dans lequel le rejoint sa femme. Pour ne pas être espionnés, ils en parlent sous

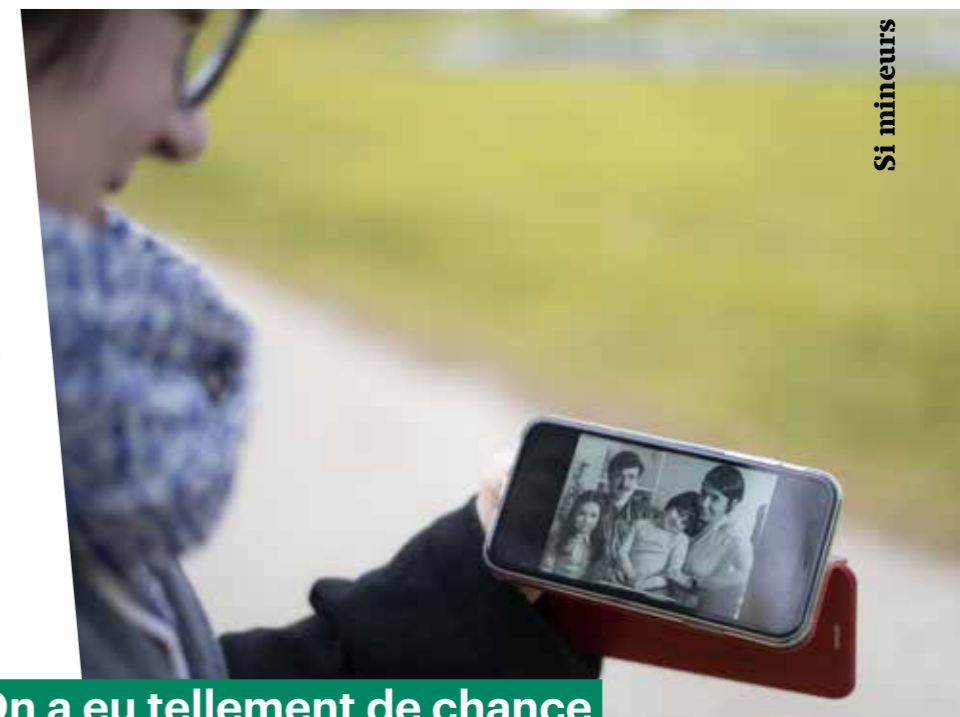
“On a eu tellement de chance de bénéficier de cette solidarité”

la douche en chuchotant. Ensuite, Daborka poursuit les démarches pour que la famille obtienne le statut de réfugiés ONU. Le gouvernement belge a mis sur pied un programme de visas, et la solidarité est très organisée dans tout l'associatif. Trois options : la Suède, l'Allemagne ou la Belgique. C'est pour cette dernière que la famille s'envole. Jusqu'à l'avion à Santiago, Luis est menotté. C'est d'ailleurs le plus vieux souvenir que Paola conserve de son père. Après des années à militer, les voilà contraints à devoir fuir et abandonner tout ce qui constitue leurs racines.

Construisez le monde

Paola déroule évidemment toute cette histoire avec beaucoup d'émotions. Le regard plissé qui appuie sa gentillesse. On la sent souvent très troublée. Mais c'est quand elle évoque l'arrivée en Belgique et les bras ouverts de Diane de Wouters, tisserande de liberté qui a tant fait pour les rescapés de la néocolonisation ultralibérale et libéricide des États-Unis en Amérique latine, qu'elle a les larmes au yeux. « Elle est ma première image de la Belgique. Elle se tenait là, bras ouverts, un bouquet de fleurs à la main sur le tarmac de Zaventem. On a eu tellement de chance de bénéficier de toute cette solidarité ». Les voilà à l'abri. Luis ne cessera jamais de tenter de faire libérer ses camarades, puis de témoigner contre Pinochet et contre la Colonia Dignidad. En dépit de la barrière de la langue, des désillusions, et des blessures à panser, Daborka exerce son métier d'infirmière et Luis reprend ses études et fonde en 1976 le Colat, qui deviendra plus tard Exil. Un centre qui permet notamment aux enfants de se sentir protégés, de se reconstruire. Un endroit où la pédagogie se veut plus ouverte et active qu'ailleurs, appuyée de psys et de pédagogues.

(suite à la page suivante)





“Les exilés chiliens sont restés de gauche”

Paola revient sur ces années avec gratitude « Je n'aurais pas été la personne que je suis si on n'avait pas bénéficié de cet accueil. Nous étions cassés, traumatisés. Nous n'aurions pas surmonté tout cela sans cet élan qui nous a redonné un statut d'être humain et des droits fondamentaux ». Elle ne peut pas s'empêcher de comparer sa situation à celle des migrations actuelles. « À situation politique égale, est-ce que nous bénéficierions des mêmes chances aujourd'hui ? ».

Reparti en 1992 au Chili, Luis continue à travailler dans les programmes de soin pour les victimes de torture. Un jour, alors que Paola et Marcos sont ados, ils interrogent leur père sur son passé. Il leur raconte tout, de A à Z. Sa famille. Ses racines. La générosité de ses parents. Ses valeurs. Pourquoi les adeptes de Pinochet les ont écrasés, ont piétiné tant de vie. Les mots de Luis pour décrire les tortures sont très clairs. Des mots très difficiles à entendre par les enfants. Au point de vouloir « aller leur casser la figure ». « Je comprends, mais c'est peut-être justement ce qu'il ne faut pas faire, calme Luis. Si on fait ça, c'est peut-être eux qui gagnent. Il faut que la justice fasse son travail. Mais vous, je ne veux pas que vous tombiez dans la haine, je veux que vous construisiez le monde ». ♦

Paola avec ses parents à 3 ans.



À 84 ans, le sociologue de l'UCLouvain Guy Bajoit, marié à une Chilienne, se souvient de son engagement en faveur des réfugiés politiques chiliens, au lendemain du coup d'État de Pinochet.

Par JULIE LUONG

En 73, lors du coup d'État militaire contre Salvador Allende, vous intéressiez-vous déjà au Chili et à la politique ?



En 1961, j'ai commencé à travailler à l'Université catholique de Louvain. J'étais ingénieur commercial et je m'occupais des finances. Ça ne m'intéressait plus du tout. En 66, 67, et 68 bien sûr, j'ai eu

une phase de conscientisation : je me suis rendu compte que ce que je faisais était absurde, qu'il fallait que je me rende utile et que je fasse quelque chose d'un peu plus intelligent. À un moment donné, j'ai proposé au recteur de l'université de créer un Secrétariat du tiers-monde, qui avait pour but de donner des bourses à des étudiants des pays du Sud. Mais comme je ne connaissais rien au développement, j'ai repris des études en sociologie du développement. Et donc je suis devenu de gauche, favorable aux mouvements révolutionnaires que je voyais naître un peu partout dans le Sud contre l'impérialisme du Nord. J'ai donc découvert Salvador Allende et quand le coup d'État est arrivé, j'ai compris que non seulement l'impérialisme nord-américain empêchait son projet, mais qu'en plus, il réprimait les mouvements de contestation

un peu partout en Amérique latine. Nous avons mis sur pied un fonds spécial pour aider les étudiants latino-américains et en particulier chiliens. Un « Comité national universitaire Chili » a ensuite réuni différentes universités belges. Nous étions donc six ou sept à nous réunir tous les mois pour décider des bourses que nous allions donner aux étudiants chiliens et latino-américains.

S'agissait-il toujours de réfugiés politiques ?

Oui, c'était des militants politiques de partis de gauche. En 73, dans les jours qui ont suivi le coup d'État, beaucoup d'entre eux se sont réfugiés dans les ambassades européennes, comme ils devaient absolument foutre le camp sous peine d'aller en prison, et se sont rendus à l'aéroport en bénéficiant de l'immunité diplomatique, sous la protection de l'ambassadeur. Il était alors question de 800 000 exilés politiques chiliens. Mais en 1978, la répression s'est étendue de la gauche à la démocratie chrétienne : des gens avec des opinions un peu plus nuancées ont cessé de plaire aussi à Pinochet. Il y avait surtout des universitaires, mais il y avait aussi des ouvriers, qui ont été aidés en Belgique par les syndicats chrétiens et socialistes.

Ces militants politiques sont-ils restés militants une fois en Belgique ?

Oui, ils ont formé des groupes de travail, des bribes de partis politiques qui gardaient un lien avec la direction clandestine du parti qui se trouvait encore au Chili ou dans les pays d'à côté,

comme le Pérou ou le Panama. Ils organisaient des colloques, des rencontres, des discussions...

Cet engagement s'est-il transmis aux générations suivantes ?

Il est bien connu que la génération précédente influe sur la socialisation des jeunes. Même si ce n'est pas systématique, beaucoup de gens de gauche ont été influencés par l'engagement de leur père, de leur grand-mère, etc. C'est vrai aussi pour les enfants d'exilés.

Au Chili, la question de la gauche continue-t-elle à se poser de la même manière ?

Pas tout à fait, mais tout de même : derrière cette histoire, il y a l'impérialisme nord-américain et il y a le capitalisme libéral. Et au Chili, lors des élections de décembre dernier, c'est tout de même José Antonio Kast, un type d'extrême-droite, fasciste, qui a gagné au premier tour. Il a perdu au deuxième tour, mais à 44 %, contre Gabriel Boric qui représente la gauche radicale. C'est donc toujours cette même question de gauche-droite, avec d'un côté ce système néo-libéral que les États-Unis propagent dans le monde entier, et de l'autre des gens qui ne sont pas d'accord parce que ça crée de la misère, des problèmes, que ça élimine des tas de gens et qu'en plus, ça finance des coups d'État. Cette opposition gauche-droite a, me semble-t-il, conservé une plus

Luis (à gauche), vice-président de l'Association pour la mémoire et les droits humains Colonia Dignidad



grande importance dans les pays latino-américains que dans les pays du Nord.

“L'opposition gauche-droite a conservé une grande importance dans les pays latino-américains”

Et l'extrême droite : est-elle différente de celle que nous connaissons dans les pays du Nord ?

Non, vous pouvez parfaitement la comparer au phénomène Zemmour. Il y a du nationalisme, de l'anti-immigration, du moralisme – pas d'avortements, pas de divorces, etc. –, une attitude particulière par rapport aux droits des femmes, au colonialisme... On surfe sur la même vague populiste. Mais je ferais plus volontiers le rapprochement avec la droite américaine, Trump, ou encore Bolsonaro. Quant à la plupart des exilés chiliens que je connais, ils sont restés des gens de gauche. Ils ont adapté leurs convictions aux changements sociaux, culturels et politiques qui se sont produits depuis cinquante ans, mais fondamentalement, ils n'ont pas changé d'avis. ♦

Témoignage

“L’engagement est aussi une réponse à l’absurdité de l’exil”

Les enfants d’exilés chiliens vivent avec un héritage complexe. Certains ont pris leurs distances avec la radicalité de leurs parents. Pour d’autres, l’engagement politique est comme une évidence.

Par JULIE LUONG

Pablo, 22 ans, est étudiant aux Beaux-Arts à Bruxelles. Il porte un nom en « van », bien belge, et si ce n’était son prénom, ses origines chiliennes seraient indiscernables. « Ma mère est arrivée en Belgique juste après le coup d’État de 73, à l’âge de six ans, avec ses parents. Elle a plus tard rencontré mon père, Belge, à la faculté de droit. Ma grand-mère chilienne était pédiatre. Après leur arrivée en Belgique, elle s’est séparée de mon grand-père, qui avait été torturé au Chili car il était proche de la sphère politique ennemie », raconte-t-il. Grâce au grand-oncle de Pablo, qui connaissait l’ambassadeur belge au Chili, la famille sera mise à l’abri, avant de trouver place dans un avion pour la Belgique. Comme tant d’autres, les grands-parents de Pablo sont donc des réfugiés politiques : leurs opinions faillirent leur coûter la vie.

Chez Pablo, la politique a toujours été de toutes les conversations. « L’engagement est aussi une réponse à l’absurdité de l’exil », commente-t-il. Sa grand-mère, après une carrière de médecin auprès des enfants de familles immigrées à Bruxelles, fut active au sein de PAC, le mouvement d’éducation populaire socialiste, et soutient désormais Podemos en Espagne. Sa mère n’est pas moins de gauche. Mais Pablo a voulu se forger ses propres opinions, d’où son sinueux parcours militant. « Je ne voulais pas boire leurs paroles, donc je suis allé voir un peu partout : socialisme, anarchisme, communisme, union des juifs progressistes, antifascisme et même nationalisme... J’en ai gardé cet intérêt pour la Belgique, mais finalement, je suis revenu au point de départ : je suis de gauche. Avec une exigence particulière liée à mon histoire : je me demande toujours si ce que la gauche dit est digne de Jaurès et d’Allende. »



“Je sais par mon histoire que la politique, ça ne sert pas à rien”

Sur les campus, une communauté très politisée

Victoria Videgain, 66 ans, avait l’âge de Pablo quand elle est arrivée en Belgique, en 78, après avoir quitté le Chili suite à la disparition de sa meilleure amie, comme elle étudiante en droit. « J’étais engagée philosophiquement pour la justice, mais pas politiquement. Ma meilleure amie, elle, était communiste. Un jour, elle a disparu. Personne ne savait ce qui lui était arrivé. Je passais mon temps à visiter les prisons, les hôpitaux, les morgues. Un jour, je me suis retrouvée au ministère de l’Intérieur et j’ai reconnu un ancien camarade d’université, en uniforme militaire. Il m’a dit : ‘Victoria, je t’aime beaucoup, tu es sur une liste, c’est devenu dangereux pour toi ici, tu dois partir.’ Je me suis dit : ‘C’est bon, je quitte ce pays de merde.’ J’avais le choix entre trois billets d’avion : Paris, Bruxelles ou Madrid. J’ai choisi Bruxelles pour sa position centrale

en Europe. Et je dois dire que la Belgique a été pour moi un pays d’accueil merveilleux. »

Grâce à une bourse, Victoria poursuit ses études à l’université de Bruxelles, où elle obtient un master en droit social et européen. Sur le campus, elle prend rapidement ses distances avec la communauté d’exilés chiliens. « Ils étaient très politisés, ce qui n’était pas mon cas. Au début, j’allais aux fêtes, mais on ne cessait de me demander de quel parti j’étais. Or, mon opinion, c’est que si l’extrême-gauche n’avait pas commencé à prendre les armes, les choses n’auraient peut-être pas tourné comme ça. J’estime que la responsabilité est en partie partagée. Moi, je viens de la classe moyenne et la classe moyenne avait peur de l’extrême-gauche. Mon père a caché chez nous une famille qui était menacée, mais il l’a fait par humanisme, pas parce qu’il était du même bord politique. »

Celle qui se définit comme une « exilée volontaire » et non comme une réfugiée politique ouvrira plus tard un service juridique de première ligne à Saint-Gilles « pour remercier son pays d’accueil ». Elle deviendra ensuite conseillère communale et tient aujourd’hui encore Charles Picqué (PS), ancien bourgmestre de la commune bruxelloise, en grande estime. Elle s’est aussi engagée au sein des Femmes Prévoyantes Socialistes, après avoir vu de nombreuses femmes défilier à sa permanence juridique pour cause de violences conjugales.

« J’ai deux enfants, Nicolas et Charlotte, qui, comme beaucoup de jeunes de leur génération, sont très engagés sur certaines questions comme l’antiracisme, mais qui ne croient pas à la politique. Ils me disent ‘Toi, tu n’es pas comme ça, mais les politiciens ne pensent qu’à leurs intérêts.’ »

Le Chili évaporé

Pablo constate en effet qu’on ne peut faire de son cas une généralité : l’héritage de l’exil n’est aucunement un gage de conscience politique. « Dans mon école, il y a deux autres Chiliens. L’un est apolitique et le troisième soutient Éric Zemmour... Certains enfants d’immigrés s’intègrent tellement bien qu’ils sont finalement politisés ou apolitisés comme les autres. » Lui, en revanche, perçoit son intérêt pour la politique comme intimement lié à son histoire familiale. « Je suis plus chilien par mon engagement que par la culture. D’ailleurs, quand je suis allé au Chili, lors d’un voyage de trois mois en Amérique

“Le Chili

que tu nous a transmis n’existe plus.

Tout le monde ne pense qu’au pognon”

latine, je me suis rendu compte que j’étais vraiment belge... Mais par contre, je sais par mon his-

toire que la politique, ça ne sert pas ‘à rien’. Ça décide du prix de votre pain, mais aussi, dans un régime dictatorial, du sort de votre famille. »

Comme Pablo, les enfants de Victoria se sont aussi rendus au Chili une fois adultes. « En rentrant, ils m’ont dit : ‘Le Chili que tu nous as transmis n’existe plus. Tout le monde ne pense qu’au pognon.’ », raconte-t-elle. Le Chili, un rêve évaporé ? Les extrêmes, comme un peu partout dans le monde, ne cessent de gagner du terrain. L’utopie s’est éloignée, mais non la menace de la violence. « J’ai demandé la double nationalité pour pouvoir voter, commente Pablo, même si quelque part je me sens plus concerné par la politique du pays où je vis. Ici, je signe souvent des pétitions, je fais des manifs et je suis très intéressé par le syndicalisme. » Victoria, elle, admire le système politique belge, qui s’appuie sur les coalitions et le compromis, loin de la radicalité qui a marqué sa jeunesse. « J’ai travaillé à la Commission européenne pendant trois ans et demi. Mon chef était Allemand. C’est grâce à lui que je me suis réconciliée avec le Chili. Avant mon départ pour la Belgique, j’ai vu des voisins qui avaient l’habitude de faire la fête ensemble se dénoncer, dire ‘Deux maisons plus loin, ce sont des communistes.’ Mais cet Allemand m’a dit que les choses s’étaient passées de la même manière dans son pays, que c’était une caractéristique de l’humain de se comporter de cette façon quand il craint pour sa vie. » Instinct de conservation ou lâcheté ? C’est selon et peut-être pareil. Une des lancinantes questions que porte tout exilé. ♦

Que retenir ?

Les valeurs politiques comme héritage. Dans le témoignage mis à l’honneur pour ce numéro, il est frappant de constater combien racines politiques et familiales sont intimement mêlées. Encore aujourd’hui, on en récolte les fruits. Les récentes élections remportées au Chili par Gabriel Boric ne se font pas sans heurts. Elles agitent une partie de la droite nationaliste qui a voté à 45% pour l’opposant José Antonio Kast, dont le fonds de commerce consiste justement à contester ce type de récit.

Voilà aussi ce qui se joue derrière chaque conflit : des histoires d’hommes et de femmes, des drames, des traumatismes. Le camp politique n’est pas qu’une simple vue de l’esprit. Il est alimenté de moments de vie, de défaites, de victoires. D’où l’importance de rentrer à pieds joints dans la bataille des idées. De se mettre en action pour ses convictions et de transmettre, sans imposer aux générations qui suivent. C’est cette multiplicité singulière qui bâtit notre ADN collectif. La saga familiale de Paola en est la preuve : les combats d’hier, ceux d’aujourd’hui font les citoyen·nes de demain.